

EN VITESSE

Préavis de grève
aux TPG

■ Le 2 décembre, le Front syndical tpg a déposé un préavis de grève, non daté, pour dénoncer le mépris des dirigeants face à la souffrance du personnel roulant. La réponse de la direction tpg sur les revendications du Front syndical, formulées lors d'une rencontre le 22 septembre dernier, s'est trop fait attendre. Le directeur avait pourtant promis une réponse rapide, notamment sur la possibilité de mettre un véhicule de plus par ligne et d'engager les conducteurs nécessaires. La réaction de la direction au préavis de grève a été rapide puisqu'un rendez-vous a de suite été fixé et une rencontre a eu lieu mardi. «Nous avons demandé à la direction de nous fournir d'ici lundi prochain les chiffres des coûts engendrés par notre demande», explique la secrétaire syndicale aux tpg, Valérie Solano. Qui rappelle que les conditions de travail du personnel roulant sont catastrophiques. Plus de 50% du personnel de l'exploitation est en voltagé: les horaires de travail sont connus quatre jours à l'avance. L'absentéisme est stabilisé mais les heures supplémentaires et les rappels sur congé sont monnaie courante. L'an prochain il y a certes 108 embauches mais cela couvre à peine les divers départs de l'entreprise.

Négociations
salariales à Gata

■ Après des négociations difficiles, un résultat qualifié d'acceptable a pu être trouvé. Voici les mesures salariales qui entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2017: augmentation générale des salaires de base de 0,8%, au moins 50 francs par mois pour un travail à 100%; adaptation des plages de salaire de 2,3%. Cette année, nous avons réussi à obtenir ce résultat sans action de lutte. Il faut bien avouer que les collaborateurs Swiss n'ont pas encore l'habitude de lutter collectivement. Sera-ce nécessaire par la suite?

SEV-GATA

Assemblées RailFit 20/30 du 30 novembre à Genève

Les langues se délient

Un des objectifs des rencontres RailFit est de faire parler les employés-e-s CFF de leurs craintes et de leurs sentiments. Mission remplie le 30 novembre à Genève, où avaient lieu deux assemblées organisées sur demande des membres, qui donnaient suite à la première rencontre de fin octobre.

Principale inquiétude des travailleurs CFF: la présence toujours plus importante d'intérimaires et de boîtes privées œuvrant à leurs côtés. Présence qui augmenterait encore évidemment avec le programme d'économies des CFF, non sans conséquences: «Ils reçoivent une formation bien moins poussée que la nôtre et ils sont là pour peu de temps», explique un participant. «On n'a pas les mêmes check-lists. J'appelle, je pose des ques-

tions et la personne répond de manière hésitante alors qu'il en va de la sécurité!» «C'est inquiétant» explique un autre. Cela se passe ainsi: les collègues partant en retraite sont peu à peu remplacés par des privés. C'est une manière de faire qui se confirme un peu partout. Ce transfert de personnel n'est pas visible pour le voyageur lambda, puisque, sur les voies par exemple, les habits oranges sont portés par tous, qu'ils soient CFF ou qu'ils viennent du privé. Mais chez les professionnels, on sait quels sont les dangers inhérents à cette externalisation croissante: la sécurité est forcément mise à mal et les conditions de travail sont tirées vers le bas.

Vente: personnel sacrifié

Valérie Solano, secrétaire syndicale, a expliqué également la situation à la Vente à Genève, où le personnel fixe est peu à peu remplacé par des jeunes avec des contrats à durée déterminée, les CFF misant tout

sur les automates et autre vente mobile.

Vous aimez parler avec une boîte vocale?

Un participant a relevé le manque de capacité d'adaptation des privés. «Les employés qui travaillent pour des sous-traitants sont programmés pour un certain job mais ne savent pas s'adapter en cas de perturbation ou de demande un peu différente», explique un membre présent. «Quand j'appelle un employé sous-traitant pour vérifier quelque chose, c'est un peu comme le service téléphonique automatique: taper 1 pour un tel problème, 2 pour un autre, 3 pour le suivant, et s'il y a une autre problématique, inhabituelle, hors du cadre défini, il n'y a pas d'autre touche! Ce n'est jamais ainsi avec le personnel CFF, qui sait s'adapter et répondre aux situations exceptionnelles, qui peuvent survenir à tout bout de champ dans le monde des chemins de fer. Parce qu'ils connaissent l'entreprise, pas seulement une tâche», complète-t-il.

Henriette Schaffter

Planifications d'actions concrètes
Valérie Solano a terminé les deux assemblées en agendand d'ores et déjà une action sur le terrain à Lausanne, qui devrait avoir lieu le 25 janvier prochain et qui sera l'occasion de «rameuter» du monde aux assemblées quelques jours plus tard.

D'autres actions sont en préparation: on va tenter de démontrer au personnel, avec des moyens concrets, les conséquences de toutes les récentes décisions sur leurs retraites. Ce qui est essentiel à retenir, c'est que les membres veulent continuer à se voir, à échanger et à s'organiser. Le prochain rendez-vous est fixé au 13 décembre à la gare de Genève, où plusieurs secrétaires syndicaux iront à la rencontre du personnel, pour les écouter et discuter. En conclusion, la situation vue par un membre: «On n'est pas encore une entreprise low cost, mais presque.» Il est encore temps de freiner cette tendance.

Henriette Schaffter

RailFit 20/30

Les négociations se poursuivent

Ce jeudi 8 décembre se poursuivent les négociations portant sur RailFit 20/30, alors que les résultats de l'enquête de satisfaction viennent d'être publiés (voir l'édito ci-contre). Une manifestation est prévue au Wankdorf à 14 h 30.

Ce sera la quatrième séance de négociations. Après la manifestation du 22 novembre qui a réuni plus de 300 membres du SEV lors de la première séance de négociations, les pourparlers se poursuivent ce jeudi 8 décembre. «Les négociations sont difficiles, mais une porte de sortie semble se dessiner», relève Manuel Avallone, vice-président du SEV. Les enjeux sont clairs: trouver des solutions pour que l'invalidité professionnelle ne tombe pas à l'eau le 1^{er} janvier 2017 suite à la résiliation par les CFF



Le 22 novembre, plus de 300 personnes avaient manifesté devant le siège des CFF à Berne.

de la convention les liant à la caisse de pensions. Autre point majeur: la hausse des cotisations risques de la caisse de pensions dont la totalité est payée actuellement par les CFF (2%) et que la direction voudrait voir partagée équitablement. Afin de soutenir encore une fois notre délégation de négociations, le SEV organise un

rassemblement dès 14 h 30 devant le siège des CFF à Berne-Wankdorf. Au final, l'éventuel accord négocié devrait encore passer la rampe du Conseil de fondation vendredi 9 décembre et être ensuite soumis à la Commission CCT du SEV le 15 décembre. **Vivian Bologna**

Manifestation internationale le 4 décembre à Genève

TISA = accord scélérat

Près de 600 manifestants ont protesté contre l'accord TISA dans les rues de Genève, sur appel des ONG, des syndicats et de l'ensemble de la gauche.

Le Comité Stop TISA Genève a demandé l'abandon définitif du projet TISA, qui est «une attaque contre le bien commun», dit un membre de SolidaritéS. Le député socialiste Roger Deneys a lui mis en

garde contre un démantèlement des acquis sociaux qu'il faut «combattre jour après jour». Plusieurs orateurs ont aussi critiqué l'opacité des négociations en marge de cet accord. **ats**



Les rues glaciales de Genève ont été réchauffées par les chants contre les multinationales.

ÉDITO

La confiance du personnel des CFF en sa direction a reculé de 2 points, à 50. C'est l'un des principaux enseignements de l'enquête menée par l'entreprise. Au SEV, nous ne sommes pas surpris par ce chiffre extrêmement bas. Depuis des années, les impressions de la base témoignent d'un fossé qui se crée entre un personnel motivé et la direction. Cet écart, et les CFF le reconnaissent dans leur communication, s'est accru avec les annonces de démantèlement, baptisé RailFit 20/30.

«On peut dire avec la meilleure communication du monde que le paquet RailFit 20/30 est un passage obligé pour la pérennité des CFF. Cela ne changera pas son contenu.» **Giorgio Tuti, président SEV**

Cette confiance à 50 points doit être mise en perspective avec d'autres enseignements. En effet, la motivation du personnel, qui englobe l'attachement à l'entreprise, l'engagement en faveur des CFF, la satisfaction au travail et la contribution personnelle

à la réalisation des objectifs du groupe, reste quasiment stable (74 points contre 75 en 2014), à un niveau élevé.

Au-delà des constats, qu'entend faire la direction des CFF pour que les employés-e-s aient davantage confiance en elle? Elle veut renforcer le dialogue et améliorer la communication. Ce sont d'excellentes formules. Pourtant, la direction des CFF reconnaît que «cette baisse de confiance est sans nul doute l'expression des inquiétudes suscitées par les changements et les mesures annoncées dans le cadre du programme RailFit20/30», dont la répartition paritaire des cotisations risques de la Caisse de pensions.

A l'heure où les négociations se poursuivent justement ce jeudi pour trouver des solutions à la résiliation de l'invalidité professionnelle et à la hausse des cotisations risques, la direction des CFF est désormais sous pression. Saura-t-elle prendre réellement la mesure de l'impopularité des mesures du paquet RailFit 20/30? La suppression de 1400 postes et les attaques annoncées contre la CCT qualifiée de «si généreuse qu'il faut l'adapter au marché» par le management sont des attaques frontales contre le personnel.

On peut dire avec la meilleure communication du monde que le paquet RailFit 20/30 est un passage obligé pour la pérennité des CFF. Cela ne changera pas son contenu: un cadeau empoisonné que le personnel doit lui-même se payer.

